

ÉLECTIONS LEGISLATIVES du 5 MARS 1967

Electrices, Electeurs,

Vous avez dans la circonscription de MORLAIX 1, aux élections présidentielles, accordé au Général de GAULLE, une nette majorité, puisque 20.000 de vos suffrages se sont portés sur son nom dès le premier tour, et 25.000 le 19 Décembre 1965. Par l'élection législative prochaine, qui va avoir une grande importance pour l'avenir de notre région et pour celui de la France, il vous est donné la possibilité de confirmer ce vote. Au nom de la V^e République, je sollicite ainsi vos suffrages.

Ma femme est bretonne ; ce pays depuis 10 ans est le mien, par alliance. De nombreux responsables locaux dont le Docteur LE DUC, Maire de MORLAIX, m'ont demandé d'être candidat. Au cours des cinq années pendant lesquelles j'ai été l'un des proches collaborateurs du Premier Ministre, j'ai multiplié les efforts pour le Nord-Finistère et pour la circonscription. Les résultats obtenus, vous les devez non seulement à mon action, mais à celle de toute l'équipe qui me soutient ici.

Après l'élection, nous ferons mieux encore.

Il y a deux façons de faire de la politique. L'une est théorique et abstraite ; elle conduit fatalement aux promesses fallacieuses, à l'inertie et aux désillusions. L'autre est plus simple, plus concrète, mais nécessite plus de courage : elle consiste à prendre les choses telles qu'elles sont, sans parti pris, et à essayer de les améliorer peu à peu dans les directions choisies. Telle est la bonne politique, celle qui, en définitive, donne le plus de résultats et s'avère la plus honnête vis-à-vis des électeurs.

Ainsi, le **DEVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT** primaire, secondaire, technique, est essentiel pour l'avenir de la Bretagne. Le progrès économique que la région connaît actuellement provoque des mutations professionnelles difficiles. Les enfants sont placés devant un choix, qu'ils doivent être mis en mesure d'exercer librement : suivre ou ne pas suivre la voie de leurs parents. Dans leur avenir, la formation scolaire et technique joue un rôle déterminant.

Cela doit conduire, d'abord, à développer l'enseignement public. La V^e République a, dans ce domaine, réalisé une œuvre considérable : le budget de l'Education Nationale a plus que quadruplé depuis 1958 ; il représente aujourd'hui 17% du budget de l'Etat, contre 9% il y a 8 ans. Et la Bretagne, qui compte 5% de la population scolaire française, reçoit maintenant 7% des crédits.

Mais il se trouve que chez nous une très forte proportion d'enfants et d'adolescents fréquentent des écoles privées. Etre systématiquement contre ces écoles, contre ces enfants, revient à commettre une mauvaise action contre la Bretagne. Si la V^e République ne les avait pas aidés, depuis quelques années, un nombre moindre d'enfants de chez nous aurait été armé contre les difficultés de l'existence. Ceci est vrai, quelle que soit par ailleurs l'opinion que l'on ait sur le plan philosophique et religieux.

Ainsi, il est facile de prendre pour thème de discours **LA DESERTION DES CAMPAGNES**, et d'accuser de GAULLE d'être responsable d'un phénomène que l'on constate depuis 75 ans dans tous les pays du monde, y compris les pays socialistes : vous pouvez être sûrs que les gens qui s'y prennent de la sorte n'ont

aucun souci sincère de vos intérêts, ou n'ont aucune aptitude à l'action et à la réalisation concrète, parce qu'ils vivent dans des rêves. Si vous les suivez, un jour votre réveil sera dur !

Mais il est plus efficace, après avoir analysé le problème en détail, de lui appliquer les remèdes appropriés, de façon à tout faire pour maintenir le maximum de monde à la campagne, et surtout à conserver aux jeunes le goût de leur métier d'agriculteur et la confiance en leur avenir. Voilà ma méthode, celle de la V^e République : multiplication des indemnités viagères de départ — que tous mes efforts tendront à faire appliquer désormais à partir de 60 ans — assouplissement du régime des prêts fonciers ; augmentation des aides à l'élevage ; bourses en plus grand nombre pour les enfants d'agriculteurs ; aides plus importantes aux jeunes exploitants. Il n'y a pas de miracles, mais, chaque année, des progrès.

Ainsi, il est aisé de faire le compte **DES EMPLOIS INDUSTRIELS** qu'il faudrait en Bretagne et de dénoncer l'insuffisance du nombre de postes offerts. Mais, depuis 1958, plus de 15.000 emplois ont été créés, alors que rien n'avait été fait auparavant. Le résultat est d'autant plus méritoire qu'il renverse une tendance presque séculaire au déclin industriel de la région.

* * *

Pour que ce redressement se poursuive, **J'AI CHOISI, DEPUIS DEJA PLUSIEURS ANNÉES, DE TRAVAILLER POUR CETTE REGION, DE TRAVAILLER AVEC ELLE. JE CROIS EN SON AVENIR. JE VOUS PROPOSE DE TRAVAILLER ENSEMBLE, AUSSI LONGTEMPS QU'IL LE FAUDRA, POUR FAÇONNER UN PAYS NOUVEAU.**

Déjà, la France toute entière se réveille. Elle a plus changé en huit ans, qu'au cours des quarante années précédentes. La V^e République, pour les prochaines années, vous présente un programme précis.

Sur le plan politique, c'est la notion de majorité, seule garante de la stabilité, de l'efficacité, du progrès économique, et, finalement, d'une meilleure justice sociale. Il s'agit d'une majorité libérale, comme il en existe dans toutes les grandes démocraties modernes. De GAULLE est son chef, comme JOHNSON aux Etats-Unis ou WILSON en Grande-Bretagne. Elle travaille dans le respect des libertés publiques et des libres discussions, comme le prouvent les présentes élections.

Dans le domaine économique et social, le programme de la V^e République est le V^e Plan, qui prévoit que d'ici 1971, chaque année, en moyenne, le revenu de chaque français augmentera de 3,4% (4,8% pour les agriculteurs). Ce plan sera réalisé, comme le IV^e l'a été. Son exécution permettra, dans les meilleures conditions, de consacrer nos efforts à la défense de notre région :

- entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun ;
- maintien en activité de la manufacture de MORLAIX ;
- suppression complète des zones de salaires (l'abattement, depuis le 1^{er} Janvier 1967, n'est déjà plus que de 5%) ;
- augmentation des retraites ;
- augmentation du nombre des emplois ; lutte contre le chômage, notamment saisonnier ;

- poursuite de nos efforts en matière d'enseignement, d'agriculture, d'industrialisation.

Tout ceci est à notre portée, si vous choisissez la V^e République. Au contraire, si, tentés par les critiques ou les promesses fallacieuses des partis de l'opposition, vous choisissez de voter pour eux, **VOUS N'AUREZ RIEN CHOISI DU TOUT**. Car chacun d'eux a son programme, mais un programme purement théorique. Aucun d'entre eux n'ayant la possibilité d'être majoritaire, n'a la moindre chance d'avoir à l'appliquer ! Pour gouverner, à supposer que tous ensemble ils deviennent majoritaires, il leur faudrait d'abord, à chacun, renier les promesses faites à ses propres électeurs, pour réaliser un "compromis" après l'élection et hors de votre contrôle. Nous avons vu, sous la IV^e République, ce que ce système a donné.

Nous concevons que ceux qui, ministres ou chefs de partis, en ont jadis tiré leur importance, en gardent la nostalgie. Mais nous savons que nos promesses, à nous, majorité de la V^e République, seront réalisées !

Ce que je viens de dire est particulièrement vrai pour les petits groupes politiques, isolés sur le plan national, représentés à l'Assemblée par un petit nombre de députés, ou parfois par un seul, et dont les options théoriques n'ont aucune chance de passer dans la réalité.

Une élection n'est pas une affaire passionnelle. Je vous demande de réfléchir. Votre choix est libre. C'est cela la démocratie.

Pierre LELONG

35 ans

Candidat d'Union pour l'Action Régionale
présenté par la V^e République

Conseiller Référendaire à la Cour des Comptes

Administrateur du Centre National pour l'amélioration
des structures des Exploitations agricoles

Officier de Réserve

SUPPLÉANT :

Docteur Jean LE DUC

59 ans

Chevalier de la Légion d'Honneur

Croix de Guerre 39-45

Médaille de la Résistance - Médaille des Evadés

Maire de MORLAIX

Ancien Député



Vu : Le Candidat